

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

MERCREDI 12 MAI 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

## EDITORIAL MARTINIQUE

### UN GRAND MOUVEMENT SOCIAL QUI LAISSERA DES TRACES

Le grand mouvement social qui a secouru la Martinique pendant plusieurs jours est retombé sans que rien au fond soit réglé.

Mais les travailleurs n'ont pas subi de défaite. La peur qui commençait à s'installer dans le camp de la bourgeoisie ne lui a pas laissé le temps ni l'envie de tenter quoi que ce soit contre les travailleurs.

Bien loin de là les travailleurs sont sortis la tête haute du mouvement. C'est ainsi que dans la plupart des entreprises les travailleurs qui avaient fait grève ont obtenu que les jours de grève soient payés en totalité ou en partie.

Le Bâtiment qui connaît la grève a marqué des points et il n'est plus question de licenciements qui étaient prévus à la suite de la grève.

Le mouvement déclenché par les ouvriers du Bâtiment et suivi certains jours par toute la classe ouvrière n'est pas allé jusqu'au bout de ses possibilités. Et il ne pouvait pas le faire en l'absence d'une direction qui soit celle des grévistes et non un collectif de bureaucrates apeurés par leur propre ombre. Les manifestations de fin avril et de mai auront en tout cas eu le mérite de faire voir aux travailleurs la force qu'ils représentent alors même qu'ils n'avaient pas jeté toutes ces forces dans la bataille.

La poussée ouvrière d'avril-mai aura permis aux travailleurs de tester la valeur des promesses gouvernementales.

Ils ont mis en lumière la duplicité et la mauvaise foi des gouvernants.

En réclamant du gouvernement l'application des lois sociales en vigueur en France, les travailleurs réclamaient que le pouvoir mette ses actes en accord avec ses paroles. Puisqu'il est question de départementalisation tout azimuth : sociale, économique, eh bien ! Appliquez toutes les mesures économiques et sociales en vigueur en France." Tel était pour l'essentiel le raisonnement des travailleurs. Le pouvoir se trouvait mis ainsi au pied du mur. Il devait ou reconnaître que ses propos sur la départementalisation étaient du vent ou donner satisfaction aux travailleurs.

Il faut croire que le pouvoir estime que c'est payer trop cher une telle assimilation et préfère encore passer pour menteur, trompeur, plutôt que déboursier les sommes nécessaires à l'appli-

SUITE EN PAGE 2

## GUADELOUPE

### Soufrière : LA POPULATION DOIT EXIGER DES INFORMATIONS

Dans la nuit du 6 au 7 mai, un léger tremblement de terre a de nouveau secouru la Guadeloupe et particulièrement la région de Capesterre-Basse-Terre. La secousse fut de faible intensité mais dura plusieurs secondes. Cela a suffi pour raviver la peur de bien des gens, et surtout en ce qui concerne la Soufrière. D'ailleurs à propos de cette dernière, les bruits les plus fantaisistes circulent. Certains prétendent "qu'une éruption aura lieu en juillet". D'autres que c'est à partir de ce mois qu'on saura à quoi s'en tenir.

En fait, tout concourt à aggraver la peur des habitants des régions exposées et plus particulièrement ceux qui ne disposent pas de moyens leur permettant de fuir rapidement. C'est d'ailleurs par crainte de ne pas trouver de logement en cas d'éruption, que de nombreuses famil-

les louent ou cherchent à louer une maison dans les régions en principe hors de danger. Ce qui a entraîné une hausse des loyers sur la Grande-Terre en particulier.

La crainte d'une partie de la population s'explique. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord à cause du manque d'informations régulières et complètes concernant la Soufrière. D'autre part, par le peu de confiance fait à l'administration coloniale. Et avec raison. Car celle-ci, on le sait, a l'habitude précisément de maintenir la population dans l'ignorance. En ne fournissant qu'une information tronquée, tendancieuse, sinon fautive.

Cependant les populations des régions concernées ont tout intérêt à exiger de l'administration qu'elle donne les renseignements les plus complets en ce qui concerne la Soufrière.

## MARTINIQUE :

### LE BATIMENT VEUT GAGNER

Le lundi matin, plus de cinq cents travailleurs du Bâtiment étaient présents à la maison des syndicats pour l'assemblée générale qui s'y tenait.

Les dirigeants syndicaux ont donné le compte rendu des dernières négociations avec le préfet.

Il en ressort que les crédits supplémentaires ont été débloqués et que les patrons ont accepté d'annuler les licenciements. En ce qui concerne le problème de l'indemnisation des ouvriers privés d'emploi, les grévistes ont pris acte des déclarations du préfet. D'après celui-ci une antenne de l'agence nationale pour l'emploi sera bientôt installée en Martinique. Ce qui n'apportera pas grand chose.

Les ouvriers du Bâtiment poursuivent la grève, mais il ne veulent pas reprendre le travail sans avoir arraché le

paiement des jours de grève. Un travailleur déclarait à l'assemblée générale : "Grace à notre grève, nous avons pu obliger l'administration à débloquer les crédits pour les patrons. Alors ceux-ci doivent nous payer nos jours de grève." Il fut très applaudi par l'assemblée générale.

La poursuite de la grève a été votée massivement et les travailleurs sont partis à plus de 400 manifester dans les rues de Fort-de-France ; il voulaient ainsi montrer qu'ils sont décidés à tenir jusqu'au bout.

COMBAT OUVRIER  
EN VENTE CHEZ  
LES MARCHANDS  
DE JOURNAUX

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOROR  
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728  
CORRESPONDANCE : G. BEAUJOUR  
B.P. 214 P.A.P. B.P. 386 F.D.F.  
RONÉO DU JOURNAL P.A.P.  
3ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 61

## Editorial (SUITE)

### MARTINIQUE : UN GRAND MOUVEMENT SOCIAL QUI LAISSERA DES TRACES

cation des lois sociales. Il préfère voir les travailleurs en venir à la conclusion que départementalisation et assimilation sont une tromperie.

Il ne devra donc pas s'étonner de voir demain la majorité du peuple martiniquais et ceux des autres colonies françaises en arriver à la conclusion qu'ils doivent prendre en mains eux-mêmes leur sort, et chasser des soi-disant DOP et TOM les représentants du pouvoir colonial.

Ce jour-là, les travailleurs ne se contenteront pas de montrer leur force sans s'en servir. Ils ne quitteront la lutte que pour voir se dresser à la place de l'édifice colonial, le pouvoir des travailleurs.

## Marie-Galante :

### GRAND-BOURG : LE C.E.T. EN GRÈVE

Les élèves du C.E.T. de Grand-Bourg dont les revendications exprimées en décembre n'ont été que partiellement satisfaites, se sont mis en grève illimitée lundi 10 mai. A l'instar de leurs camarades du Lamentin, il y a quelque temps, ils réclament d'abord :

- le paiement de leur bourse dont ils n'ont pas touché le moindre centime, alors que nous sommes en mai.

De plus ils demandent :

- une date précise pour les examens, et qu'ils aient lieu effectivement à Grand-Bourg;

- que le droit de redoubler soit accordé à ceux qui le veulent, étant donné les conditions d'enseignement déplorables depuis trois ans,

- des locaux décentes :

- l'assurance qu'un service de cantine sera mis en place pour 1976-77;

- la nomination immédiate d'un professeur de sténo : il n'y en a toujours pas, en mai!

Mardi matin, devant les réponses dilatoires du directeur, ils ont manifesté dans les rues de Grand-Bourg, aux cris de : "nous voulons nos bourses !", "on directe pas on adjudant". Ils semblent décidés à continuer jusqu'à satisfaction.

ABONNEZ-VOUS AU  
MENSUEL COMBAT OUVRIER

## GUADELOUPE

### Succès pour le mouvement des élèves du Technique

Le mouvement de protestation contre les conditions scandaleuses d'internat au lycée de Baimbridge s'est poursuivi lundi 10 mai. Plusieurs centaines de lycéens de Baimbridge, renforcés par ceux des autres C.E.T. de la Guadeloupe sont en effet descendus dans les rues de Pointe-à-Pitre pour crier leur mécontentement. En fin de matinée, ils se sont rassemblés devant le vice-rectorat de Pointe-à-Pitre

où, après quelques incidents, le recteur Lasalle a fini par recevoir une délégation complète, composée d'élèves et de professeurs.

Sur la plupart des points en discussion, les élèves ont obtenu satisfaction, ce qui se traduit par l'amélioration immédiate des conditions de logement à l'internat de Baimbridge.

- o - o -

## E.D.F.

### La grève continue en Martinique

### ... et menace en Guadeloupe

A l'E.D.F. Martinique et Guadeloupe, rien n'a encore été décidé par le gouvernement pour répondre aux revendications des travailleurs de l'électricité. En Guadeloupe, un préavis de grève illimitée a été déposé, et d'après les déclarations du représentant syndical de la C.G.T., si le gouvernement n'envoie pas une délégation de la direction de l'E.D.F. sur place pour discuter avec eux ils se mettront en grève dès cette semaine.

En Martinique la grève continue, de nombreuses coupures de courant sont effectuées. Samedi et dimanche les grévistes, pour ne pas gêner la population travail-

leuse dans son week-end de repos, a renvoyé le courant partout. Les grévistes ont mis à profit ces deux jours pour discuter entre eux, recevoir des visiteurs, rencontrer des travailleurs d'autres secteurs. Mais lundi, le courant a de nouveau été coupé et ce mouvement doit se poursuivre jusqu'à ce que le pouvoir se décide à prendre des dispositions pour donner satisfaction aux grévistes. Contrairement aux affirmations d'une certaine presse, la population laborieuse comprend parfaitement les raisons qui ont poussé les travailleurs de l'E.D.F. à se mettre en grève et à couper le courant.

## GUADELOUPE

### Situation dans les hôpitaux

#### L'ENTRETIEN DES LOCAUX : QUI DOIT EN SUPPORTER LES FRAIS?

La politique gouvernementale de compression maximum des crédits affectés à la santé publique trouve sa conséquence entre autres, au niveau de l'entretien des locaux hospitaliers. C'est ainsi qu'à l'Hôpital Général, l'administration ne fournit plus des produits d'entretien en quantité suffisante aux différents services.

Certains employés ne pouvant plus supporter l'état de saleté et d'insalubrité qui les environne, en arrivent même à se procurer, à leurs propres frais, détergents, désinfectants et autres.

C'est un scandale ! L'entretien de l'hôpital doit être à la charge de l'administration et non à celle des employés.

Si la direction ne veut pas le comprendre, c'est qu'en fait elle se soucie bien peu de l'hygiène rigoureuse nécessaire aux malades et des conditions de travail du personnel hospitalier.

Et l'Etat qui est derrière l'administration hospitalière prouve par là le peu de cas qu'il fait des usagers actuels ou potentiels des services hospitaliers, autrement dit de l'ensemble de la population guadeloupéenne.

#### A BAS L'INJUSTICE ET LE FAVORITISME DE CERTAINS CHEFS!

A l'hôpital général, certains surveillants et certains chefs de service font la pluie et le beau temps. L'avancement des travailleurs se trouve ainsi beaucoup plus lié à des sautes d'humeur qu'à un jugement professionnel.

Par exemple, la note d'un agent peut baisser ou tel agent peut être renvoyé d'un service sans qu'il ait commis la moindre faute.

D'autre part les calendriers sont établis d'une manière telle que certains agents se retrouvent de nuit bien plus souvent qu'à leur tour.

Le personnel ne doit pas accepter cet arbitraire, et il doit s'organiser pour faire respecter ses droits. Il va de soi qu'en cette matière l'organisation syndicale a son rôle à jouer.

## SOUSCRIPTION RÉSULTATS DE LA SOUSCRIPTION Combat Ouvrier POUR LES CANTONALES

5.283,15 F, tel est le montant qu'a permis de réunir la souscription lancée en Martinique et en Guadeloupe, par Combat Ouvrier, lors des élections cantonales de mars 76.

La quasi-totalité de cette somme provient de l'addition de petits montants. Ceci témoigne du fait que la large majorité des souscripteurs ont été des travailleurs, ouvriers et employés qui dans la mesure de leurs moyens, ont tenu à faire un geste pour soutenir les candidats présentés par notre tendance.